

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

JEUDI 19 SEPTEMBRE 2024



Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste

Marie Le Vern, Secrétaire nationale aux droits des femmes

Laure Botella, Secrétaire nationale adjointe à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux politiques d'égalité

Alexandra Jardin, Secrétaire nationale adjointe aux campagnes féministes

Audrey Gatian, Secrétaire nationale adjointe au changement féministe

Yasmine El Jaï, Secrétaire nationale à la formation interne à l'égalité entre les femmes et les hommes

SOUTIEN À GISÈLE PELICOT, SON COURAGE NOUS OBLIGE

Le Parti Socialiste exprime son profond soutien à Gisèle Pelicot, dont le témoignage courageux rappelle à chacun et chacune d'entre nous l'urgence de la lutte contre les violences. De juillet 2011 à octobre 2020, Dominique Pelicot a drogué sa femme avec des anxiolytiques pour la violer et permettre à plus de 80 hommes de faire de même. 51 de ces hommes sont aujourd'hui poursuivis.

Gisèle Pelicot a refusé que le procès se déroule à huis clos, pour que la honte change de camp. Le 16 septembre dernier, elle a déclaré avec force : « Ce combat, je le dédie à toutes les personnes, femmes et hommes, qui à travers le monde sont victimes de violences sexuelles. À toutes ces victimes, je veux leur dire aujourd'hui : Regardez autour de vous, vous n'êtes pas seules. »

En effet, elles ne sont pas seules. En France, chaque année, 93 000 femmes subissent des viols ou tentatives de viol. Alors que seules 2 % des victimes portent plainte, beaucoup d'autres se taisent par peur ou par honte. En dépit de la gravité de ces actes, seuls 1 % de ces viols ou tentatives aboutiraient à une condamnation, créant de fait un sentiment d'impunité.

Le profil des accusés nous dit tout de la banalisation des violences sexuelles qui touchent chaque année des milliers de femmes en France. Ils ont entre 26 et 74 ans, ils sont pompiers, ils sont conseillers municipaux, ils sont gardiens de prisons, ils sont journalistes, ils sont pères de famille. Ils ont une vie « normale ».

Le procès de Mazan doit marquer un tournant. À l'instar du procès d'Aix mené par Gisèle Halimi, qui a permis de reconnaître le viol comme un crime, le Parti socialiste appelle à agir maintenant pour que ce procès rentre dans l'histoire et entraîne une politique déterminée contre les violences faites aux femmes, pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

JEUDI 19 SEPTEMBRE 2024



Il propose plusieurs mesures concrètes pour renforcer la protection des victimes et prévenir les violences :

- **Investissement de 2,6 milliards d'euros** pour lutter contre les violences, incluant le triplement des places d'hébergement spécialisées.
- **Mettre fin à la correctionnalisation des crimes de viol**, qui représenterait 80% des affaires selon les associations.
- **Formation des professionnel-le-s au contact des victimes**, pour lutter contre la façon dont les stéréotypes de genre continuent, consciemment ou inconsciemment, de peser sur l'accueil.
- **Amélioration de la prise en charge des victimes** avec le développement de dispositifs d'alerte et la facilitation du dépôt de plainte, notamment en dehors des commissariats.
- **Création de lieux d'accueil spécialisés** ouverts 24h sur 24 dans chaque département.
- **Mise en place de tribunaux et brigades spécialisées** pour traiter les violences faites aux femmes avec un officier de liaison désigné pour suivre chaque victime, l'informer de l'avancée de sa plainte et lui expliquer l'ensemble du processus.
- **Renforcer le soutien aux associations** œuvrant dans ce domaine.
- **Redéfinir le viol dans son rapport au consentement**, afin de garantir que toute agression soit prise en compte indépendamment des circonstances.